

pour conséquence la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi emportant un projet de licenciement collectif.

## Sous-section 2 : Information de l'autorité administrative et des collectivités territoriales

R. 1233-15-1

DÉCRET n°2015-1378 du 30 octobre 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'autorité administrative visée aux articles **L. 1233-57-13** et **L. 1233-57-21** est le préfet du département dans lequel l'établissement a son siège.

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi dans le ressort duquel se trouve l'établissement en cause ainsi que, le cas échéant, celui désigné en application de l'article **R. 1233-3-5**, est destinataire des informations et rapports mentionnés aux articles **L. 1233-57-12**, **L. 1233-57-17** et **L. 1233-57-20**.

La notification du projet de fermeture prévue au premier alinéa de l'article **L. 1233-57-12** est adressée, par tout moyen permettant de conférer une date certaine.

## Sous-section 3 : Clôture de la période de recherche

R. 1233-15-2

DÉCRET n°2015-1378 du 30 octobre 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Au regard des rapports mentionnés aux articles **L. 1233-57-17** et **L. 1233-57-20**, le préfet du département dans lequel l'établissement a son siège, après avoir recueilli les observations de l'entreprise, s'il décide de demander le remboursement des aides publiques mentionné au deuxième alinéa de l'article **L. 1233-57-21**, notifie sa décision dans un délai d'un mois maximum à compter de sa décision de validation ou d'homologation mentionnées respectivement aux articles **L. 1233-57-2** et **L. 1233-57-3**.

Il adresse une copie de sa décision aux personnes publiques chargées du recouvrement.

## Section 5 : Accompagnement social et territorial des procédures de licenciement

### Sous-section 1 : Congé de reclassement

#### Paragraphe 1 : Proposition du congé de reclassement

R. 1233-17

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur informe et consulte le comité social et économique sur les conditions de mise en œuvre du congé de reclassement lors des réunions prévues aux articles **L. 1233-8**, en cas de licenciement de moins de dix salariés dans une même période de trente jours, et **L. 1233-28**, en cas de licenciement de dix salariés ou plus dans une même période de trente jours.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Congé de reclassement : Procédure

R. 1233-18

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque l'employeur établit un plan de sauvegarde de l'emploi, les conditions de mise en œuvre du congé de reclassement sont fixées dans ce plan.